

## Justice (art.12&13) et Liberté et sécurité, Torture et traitements dégradants (art.14&15), abordés dans un seul point

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 24 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prendre des mesures immédiates pour réviser la loi sur la protection juridique</li> <li>• Allouer les ressources financières et humaines <ul style="list-style-type: none"> <li>○ pour l'assistance à la prise de décision</li> <li>○ pour une décision adaptée à la personne</li> </ul> </li> </ul> <p>Le Comité recommande à l'État partie de <b>prendre des mesures immédiates pour réviser cette loi</b> <sup>1</sup> à la lumière du Commentaire Général No. 1, et <b>d'allouer les ressources financières et humaines</b> suffisantes <b>pour permettre</b> la mise en œuvre de <b>l'assistance à la prise de décision</b>, et permettre aux juges de paix de <b>prendre une décision adaptée à la personne</b>, tel que prescrit par la loi.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fédéral <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pas de réponse du Ministre de la Justice</li> </ul> </li> </ul>
Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p><u>Recommandation 26 :</u></p> <p>Le Comité recommande à l'État partie <b>d'abroger les lois permettant l'hospitalisation d'office</b>, sur la base de leur handicap, des personnes ayant un</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fédéral</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pas de réponse du Ministre de la Justice</li> </ul> </li> <li>• <u>Bruxelles-COCOF</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Céline Fremault : la COCOF agit pour l'application de la loi dans le cadre de ses compétences<sup>2</sup></li> </ul> </li> </ul>

<sup>1</sup> Loi sur la protection juridique

<sup>2</sup> Loi du 17 MARS 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine

handicap psychosocial	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Céline Fremault : la COCOF a introduit l'esprit de cette loi dans ses textes et son fonctionnement : signature de la personne handicapée pour les démarches qui la concernent</li> <li>○ Cécile Jodogne : certains services ambulatoires et de promotion de la santé peuvent intervenir en milieu carcéral</li> </ul>
<b>Les recommandations du Comité</b>	<b>Les actions des ministres</b>
<p><u>Recommandation 28 :</u></p> <p>Le Comité recommande à l'État partie de <b>réviser la loi de mai 2014 afin d'éliminer le système de mesures de sécurité pour les personnes handicapées qui sont déclarées irresponsables de leurs actes</b>. Les personnes handicapées trouvées responsables d'avoir commis un crime doivent <b>être jugées conformément à la procédure pénale ordinaire</b>, sur un pied d'égalité avec les autres et <b>avec les mêmes garanties</b>, ainsi <b>qu'avec les aménagements procéduraux spécifiques nécessaires pour garantir leur participation égale dans le système de justice pénale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fédéral</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pas de réponse du Ministre de la Justice</li> </ul> </li> <li>• <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La Dienststelle organise régulièrement des formations sur cette matière</li> <li>○ Le juge de paix peut demander à l'accompagnateur ou à l'institution un rapport écrit sur les capacités et souhaits de la</li> </ul> </li> </ul>
<b>Les recommandations du Comité</b>	<b>Les actions des ministres</b>
<p><u>Recommandation 29 :</u></p> <p>Il recommande en outre à l'Etat partie de garantir le</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fédéral <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pas de réponse du Ministre de la Justice</li> </ul> </li> </ul>

**droit à l'aménagement raisonnable pour toutes les personnes handicapées qui sont détenues en prison**, de leur assurer l'accès aux soins de santé sur un pied d'égalité avec les autres et sur la base du consentement libre et éclairé de la personne, et au **même niveau de soins de santé que celui offert dans la société en général**; d'établir un **mécanisme officiel d'examen des plaintes indépendant et accessible à tous les détenus** placés dans les **prisons ou dans les institutions médico-légales**; et de veiller à ce qu'**aucun programme d'intervention extrajudiciaire** tendant à **faire basculer les individus dans des régimes d'internement dans des établissements de santé mentale ou leur imposant de participer à des services de santé mentale** ne soit mis en œuvre, ces services devant être **fournis sur la base d'un consentement libre et éclairé de la personne**.